



MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 13 novembre 2023

Délibération n° 23.06.69 - Autopartage en libre-service – conventions avec DPVa

L'an deux mille vingt-trois le treize novembre à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

Date de la convocation : mardi 07 novembre 2023

Présents :

Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christine CHALOT-FOURNET, Christophe FAURE, Geneviève DIBO, Frédéric LAMAT, Marie-pierre CHARLES, Stéphane HUDDLESTONE, Nathalie CHALOPIN, Philippe COTTE, Christophe MELET, Léo DOMERGUE, Emilie GROSSI-WAGNER, Bouchra EDDADSI BARQANE, David ROLFI, Fabienne LEQUENNE, Julien DURANDO

Absents :

Didier CHEVALAZ, Floris GRANDVARLET, Amélie BOURCET, Cindy FORTERRE-ROL, Pierre KESTEMONT, Nicolas DATCHY

Procurations :

VIRQUIN Christelle a donné pouvoir à CHALOT-FOURNET Christine, CHAVERNAS Christophe a donné pouvoir à LEQUENNE Fabienne, SORET Elisabeth a donné pouvoir à HUDDLESTONE Stéphane, BONZI Laurent a donné pouvoir à MELET Christophe, ZEGRE Nadia a donné pouvoir à DURANDO Julien, BONNAUD Sophie a donné pouvoir à COTTE Philippe

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absents	Procurations	Votants
29	17	6	6	23

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

Vu les articles L.1231-1 et L. 1231-17 du Code des Transports

Considérant que la commune souhaite promouvoir l'usage des modes de déplacement partagés tels que l'autopartage à des fins de transition écologique ;

Considérant que les services de mobilité dits en libre-service (ou « free floating ») tendent à se développer dans des territoires de taille moyenne tel que la Dracénie. Le libre-service peut être défini comme la mise à disposition de véhicules en accès-libre, au profit d'utilisateurs pour la durée et la destination de leur choix (vélo, voiture, trottinettes, scooters, etc.). Ces services peuvent être opérés,

portés et financés par des entreprises privées ne nécessitant aucune subvention publique pour fonctionner.

Considérant que DPVa, en sa qualité d'Autorité Organisatrice des Mobilités (AOM), propose aux communes de piloter les modalités administratives et les conditions de déploiement de services de mobilité en libre-service afin d'harmoniser les conditions de déploiement de ces services sur plusieurs communes.

Considérant que DPVa propose de piloter cette démarche pour le déploiement d'un service d'autopartage sur Draguignan et Les Arcs-sur-Argens.

Considérant qu'après une concertation avec les communes de Draguignan et Les Arcs, celles-ci sont ouvertes à l'expérimentation d'un tel service sur leurs territoires. Une convention par commune permet aux parties de fixer la répartition des rôles dans le déploiement de ce service. La convention annexée à la présente délibération identifie DPVa comme la coordinatrice de cette démarche. En cette qualité, elle se chargera pour la commune de :

- Organiser l'Appel A Manifestation d'Intérêt (AMI) sélectionnant l'opérateur qui déploiera le service d'autopartage ;
- Contractualiser avec l'opérateur au nom et pour le compte de la commune ;
- Être l'interlocutrice privilégiée de l'opérateur que ce soit en phase de déploiement ou d'exploitation du service ;
- Organiser et communiquer à la commune les rapports d'usage du service.

Considérant que ce type de service de mobilité est nouveau et revêt un caractère expérimental, la durée de déploiement du service est fixée à un an renouvelable une fois pour une durée d'un an.

Considérant que ce service suppose l'octroi d'une autorisation d'occupation du domaine public à l'issue de la procédure d'AMI, la commune conserve la compétence d'octroyer ce titre à l'opérateur. La commune sollicitera l'avis simple de DPVa sur le contenu de ce titre.

Considérant que la redevance fixée pour l'occupation du domaine public par ce service est de : 50€/voiture/an

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- D'approuver le déploiement d'un service d'autopartage porté par un opérateur privé ;
- D'approuver la redevance d'occupation du domaine public pour ce service ;
- D'approuver les termes de la convention annexée ;
- D'autoriser le Maire à signer la convention annexée, tout avenant ou document en découlant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Le Maire,

A blue ink signature is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE DE DRAGUIGNAN" and "13" at the bottom.

Envoyé en préfecture le 17/11/2023

Reçu en préfecture le 17/11/2023

Publié le 17/11/2023

ID : 083-218300044-20231113-DLH2326H1-DE



Nathalie GONZALES